



Prise de parole de l'Union Locale CGT d'Arles, à l'occasion de la
commémoration du rôle de la CGT dans la Libération de la Ville
d'Arles

Le 26 août 2026

Nicolas BOURCY, Secrétaire Général

Cher.e.s camarades, cher.e.s ami.e.s,

Nous nous retrouvons aujourd'hui, 26 août 2026, pour rendre un hommage particulier à nos camarades syndiqué.e.s qui, aux côtés des autres mouvements de résistance, ont participé à la résistance arlésienne et combattu pour la libération de la ville d'Arles, souvent au prix de la répression, de l'emprisonnement, de la torture, de la déportation, parfois au prix de leur vie, et pour rappeler la part prise dans cette libération par notre organisation syndicale, la CGT.

Le 82^{ème} anniversaire de la libération d'Arles s'est déroulé le 22 août dernier, et nous ne reviendrons pas sur la chronologie des combats, du 22 au 24 août 1944, qui ont amené la ville d'Arles à se libérer seule, avant l'arrivée de l'armée.

Le 24 août 1944, le Comité Local de la Libération, qui se réunissait jusqu'alors dans la clandestinité, est présenté à la population ; la République est restaurée. Ce Comité comprend des membres issus des Milices Patriotiques, du Parti Communiste Français, du Front National, de la Main d'œuvre Immigrée, de la CGT, de l'Armée Secrète, des Corps Francs de la Libération, du Parti Radical.

(Une parenthèse sur le Front National de Lutte pour l'Indépendance de la France, mouvement de la résistance intérieure française, créé par le Parti Communiste Français en 1941, et dissous en 1949. A ne pas confondre avec le sinistre parti politique d'extrême droite du même nom fondé en 1972 par Jean-Marie Le Pen, avec des personnalités issues de la collaboration, de la Milice, d'anciens engagés de la division SS Charlemagne et de la Waffen SS. Parti dont le successeur est l'actuel Rassemblement National.)

Au sein de ce Comité Local de la Libération, la CGT est représentée par Emilien Coulomb, en tant que délégué aux services d'ordre et au Comité d'Epuración.

Chargé de gérer la ville en attendant les prochaines élections municipales du printemps 1945, le Comité Local de la Libération se réunit le 26 août en séance plénière et procède à la déclaration suivante :

« Le Comité Local de la Libération, faisant fonctions de Conseil Municipal, s'est réuni le 26 août 1944, en séance plénière, immédiatement après avoir reçu l'investiture de la Population Arlésienne massée sur la Place de la République.

La séance est présidée par Mr Charles GARDIOL, qui a fait procéder à l'élection du Président du Comité.

A l'unanimité celui-ci a désigné notre concitoyen Mr Pierre POULY.

Le Président remercie ses collègues pour la confiance dont ils veulent bien l'honorer en le confirmant dans les fonctions que lui avaient confiées le Comité d'Alger, et les assure qu'il les remplira avec tout son cœur et toute sa foi, comme il compte sur leur collaboration entière.

Le Comité salue alors la mémoire des valeureux combattants tombés pendant les héroïques journées au cours desquelles Arles a été libérée ; il adresse ses vœux de rétablissement aux blessés et ses félicitations à tous ceux qui ont pris les armes dans un élan magnifique.

Tous les membres du Comité qui représentent les divers mouvements de libération, c'est-à-dire : M.U.R., C.G.T., P.C., F.N., remercient la population pour la confiance qu'elle leur a témoignée et dont ils veulent se montrer dignes. Ils expriment leur parfaite communion d'idées et leur volonté d'assurer, en pleine unité, l'administration de la Cité. Le Comité a examiné ensuite divers problèmes urgents. Notamment, il décide d'accorder sa confiance au Commandant de la XIIIème Cie de F.T.P.F. pour l'organisation, en collaboration avec la Police et la Gendarmerie, du service d'ordre et de la répression des pillages et du marché noir.

Des enquêtes avec perquisition seront effectuées, et des sanctions sévères seront prises contre les délinquants.

Les personnes qui se seraient appropriées du matériel ou des denrées, soit dans des maisons particulières, soit dans des dépôts ou locaux militaires, doivent donc les restituer sans délai.

Le Comité demande à la Population Arlésienne de se pénétrer du rôle qui doit être le sien dans la période difficile que nous traversons ; son union, son calme, sa discipline, sont indispensables à ceux qui sont chargés de l'administration de la Cité.

Il attend des Arlésiens une unanimité dans les sentiments et dans l'action semblable à celle qui s'est magnifiquement manifestée dans la lutte contre l'occupant.

Il sait qu'il peut compter sur eux et que grâce à leur concours il pourra mener à bien sa tâche ardue.

En terminant, le Comité se réjouit de l'avancée foudroyante des Alliés sur tous les fronts, de la présence sur le sol de Provence des soldats Français, Américains et Anglais, et de la Libération de la Capitale où le Général de Gaulle a reçu un accueil triomphal.

Vive la France !

Vive la République !

Vive Arles ! »

Place forte du syndicalisme et ville comprenant des entreprises importantes, Arles connaît tout naturellement très tôt une forte résistance dans les milieux ouvriers, en relation directe avec le Parti Communiste et la CGT qui se reconstituent alors dans la clandestinité. Arles, qui avait développé une industrie florissante, compte des entreprises importantes telles que les Ateliers SNCF, les Papeteries du Rhône, les Chantiers Navals de Barriol (en relation avec les marins du Rhône), la Compagnie Sud Electrique à Pont de Crau. A Salin-de-Giraud, les résistants vont se regrouper autour de familles immigrées travaillant aux marais salants, aux usines Solvay et Pechiney. Par ailleurs, l'apport de la main d'œuvre immigrée dans les exploitations agricoles de Camargue et de Crau contribue largement à l'action résistante, d'autant que la plupart de ces familles d'origines italienne ou espagnole avaient fui le fascisme dans leur pays. On retrouvera ces étrangers résistants au sein de la Main d'œuvre Immigrée, dont les responsables locaux sont Dominique Romano et Gino Tuccini.

C'est cette composante ouvrière de la résistance, à Arles comme dans le reste du pays, qui fera dire à l'écrivain François Mauriac, prix Nobel de littérature, issu de la grande bourgeoisie catholique, et gaulliste, avec une honnêteté qui l'honore, que « seule la classe ouvrière dans sa masse aura été fidèle à la France profanée ».

Les publications du Centre de la Résistance et de la Déportation du pays d'Arles, nous donnent quelques éléments de chronologie des actions de résistance ouvrière :

- Au début, la Résistance arlésienne dirigée contre les rationnements alimentaires et matériels, ainsi que les restrictions de libertés, prend essentiellement une allure d'action revendicative, ouvrière et syndicale.
- Jusqu'à la mi-novembre 1942, les manifestations de la résistance consistent à distribuer des tracts ou des journaux clandestins pour contrecarrer la propagande pétainiste.
- Entre août 1943 et juin 1944, les cheminots arlésiens procéderont à de nombreux sabotages des voies ferrées.
- En décembre 1943, à Arles, se tiendra la première réunion clandestine de la CGT, alors expulsée de ses locaux historiques de la Bourse du Travail par l'occupant nazi. Elle propose la création de « Milices patriotiques », groupes d'action résistants constitués dans les entreprises arlésiennes.
- Un appel à la revendication et à la grève est lancé pour le 1^{er} mai 1944.
- A partir de juin 1944, les tracts et les appels à la grève s'intensifient. Le 9 juillet, les marins tentent de cesser le travail ; le 10, les ateliers de la SNCF et les chantiers navals de Barriol et Boudignon font grève.
- Le 18 août 1944, en préparation des combats de la libération d'Arles, la CGT clandestine lance un appel à la grève.

Il est bien entendu impossible aujourd'hui de nommer tous les syndiqués CGT qui ont participé à la résistance et à la Libération de la ville d'Arles, car beaucoup de documents de l'époque sur la Résistance ont disparu, souvent détruits à l'époque des faits pour éviter la répression. Ne nous restent que quelques noms, comme ceux de Fernand FOURNIER, Jean BARAILLER, Charles BARONTINI, Victorin MOURGUES, Etienne GAUTIER, Ange Lilo DALL'OPIO, ...

A travers eux, c'est à tous les résistants et résistantes ouvriers, membres de notre organisation, que nous rendons hommage.

Citée par la Comité Local de Libération comme un des quatre mouvements de libération d'Arles, la CGT est ainsi reconnue comme tenant une place singulière dans l'histoire résistante de la ville. Son occupation depuis 126 ans de ses locaux historiques dans la Bourse du Travail, sa visibilité, avec son sigle au fronton, en constituent une reconnaissance matérielle autant que morale.

Ceux qui s'attaquent aujourd'hui à ces locaux et à cette visibilité n'ont d'autre volonté que de chercher à invisibiliser, à affaiblir, à nier cette histoire arlésienne de résistance ouvrière à l'occupant nazi, de résistance ouvrière aux autorités pétainistes.

Ceux-là trouveront face à eux une CGT déterminée à faire respecter l'histoire ouvrière et sociale de la ville d'Arles ;

une CGT déterminée à faire respecter son histoire passée, celle de ses adhérents et adhérentes, souvent au péril de leur vie, parfois au prix de leur vie ;

une CGT déterminée à continuer sa lutte aujourd'hui et demain pour défendre à Arles les intérêts des salarié.e.s, des précaires, des privé.e.s d'emploi et des retraité.e.s, quelles que soient leurs origines ;

une CGT déterminée à lutter contre les idées d'extrême droite et les résurgences du pétainisme ;

une CGT déterminée à continuer sa lutte pour le progrès social, pour la transformation de la société, et pour la Paix dans le monde.

Nous allons maintenant procéder au dépôt d'une gerbe.

Nous allons procéder à une minute de silence.

Nous clôturons maintenant la cérémonie, nous remercions les portes-drapeaux, et nous vous remercions, cher.e.s camarades, cher.e.s ami.e.s, pour votre présence, et votre attention à nos propos.